

2005

LE RÉFÉRENDUM DU 29 SEPTEMBRE 2005 SUR LA CHARTE POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE

Le retour maléfique des taux de participation de 100%

Les référendums en Algérie semblent avoir cette caractéristique d'être particulièrement prisés par les faiseurs de chiffres électoraux des laboratoires du pouvoir. C'est pour cette raison que la fête est toujours totale à l'occasion de chaque référendum pour les laborantins de ces cercles de décision occultes, qui ne manquent certainement pas de s'en donner à cœur joie en ces occasions.

Les choses sont bien évidemment plus simples que dans les configurations particulièrement complexes des élections législatives ou locales, dont les résultats ont toujours soulevé les passions des foules, y compris du temps du parti unique avec les inextricables luttes entre tribus sourcilleuses à en mourir de tout ce qui touche à l'honneur de la représentation publique de la tribu, qui se devait d'être portée à bras-le-corps quand ce n'est pas au bout du *khchem*.

Le plus souvent d'ailleurs, fusils en joue. Dans le cas des référendums, il suffisait en effet de déterminer un taux de participation «politiquement correct» (en général plus ou moins 80%) puis le taux de «oui» (celui qui dépasse 95% recueille en général les faveurs des décideurs)

et l'opération de répartition des quotas de chaque wilaya pouvait commencer. En série... Pourtant, l'opération de traitement des chiffres des référendums, nous avertit le *Journal officiel*, devrait faire l'objet d'un peu plus de retenue et de pudeur.

En effet, le *Journal officiel*, qui a l'âge exact de l'Algérie⁽¹⁾, jour pour jour, ouvrit son premier numéro un certain 6 juillet 1962 par la publication des résultats de la réponse franche et massive que les Algériens donnèrent alors à la question qui leur avait été posée par la puissance coloniale «Voulez-vous que l'Algérie devienne un Etat indépendant coopérant avec la France dans les conditions définies par les déclarations du 19 mars 1962 ?» Le taux de participation était ce jour-là de 91,87%, le taux d'abstention s'éle-

vait à 9,13% et les résultats laissent même transparaître le chiffre de 25 565 Algériens qui votèrent... contre l'indépendance de leur propre pays.

Dans un pays comme l'Algérie qui connaît le prix réel de la liberté, le taux de participation à ce référendum ayant rendu la liberté aux Algériens devrait être protégé comme la prunelle des yeux des 37 millions d'Algériens. Et c'est à la Constitution de l'ériger comme *Kassamen* en chiffre inviolable et pour l'éternité, avec ses deux chiffres après la virgule ! Il devrait devenir inaliénable, imprescriptible et incessible pour le bas et vil commerce électoral, exactement comme la terre arrosée du sang du million et demi de braves qui en ont permis la libération et des dizaines de milliers qui en ont maintenu le cap républicain aux temps des vents contraires de l'histoire, particulièrement dramatiques.

A partir de là, toutes les séries statistiques électorales se rapportant aux taux de participation qui s'autoriseront la liberté de dépasser ce seuil moral, patriotique, histo-

rique et qui auront l'outrecuidance et la suffisante verticalité d'afficher publiquement ces chiffres doivent être disqualifiées et leurs auteurs jugés pour... haute trahison ! Que dire alors des différents référendums organisés par l'Algérie depuis l'indépendance dont les chiffres sont tout simplement invraisemblables, dictés par une paranoïa qui n'a d'égal que le déficit en légitimité de ceux qui y ont eu recours avec une insatiable sans repères moraux et politiques décents.

Le dernier de ces référendums en date peut être cité : c'est celui qui a permis de «faire adopter par le peuple algérien» la Charte pour la paix et la réconciliation nationale.

Plus de la moitié des wilayas aurait réalisé des scores de participation supérieurs au taux de participation des Algériens au référendum d'autodétermination de 1962. Khenchela et Adrar se sont particulièrement distinguées en laissant libre cours au zèle sans chiffre après la virgule de leurs walis, véritables éradicateurs de l'esprit civique de leurs citoyens : ces deux wilayas expo-

sent des taux de participation se rapprochant de 99% ! Même Blida, dont nous avons calculé par curiosité la moyenne de participation à toutes les élections depuis l'ouverture politique de 1989 (51,05%), se permet d'afficher un taux de 98,34% ! Mais là encore, les taux de participation les plus démentiels resteront à jamais et pour l'histoire les taux de 100% mis sur le compte de près d'une dizaine de communes des wilayas de Laghouat, Batna, Tamnasset, Sidi-Bel-Abbès,

El Bayadh et El-Tarf. Dans la commune la plus peuplée, pour ne citer qu'elle, celle de Tadjemout, dans la wilaya de Laghouat, ce sont les 5 620 inscrits qui ont tous voté... pour la réconciliation nationale. Chadli a fait des émules... depuis 1979, mais cette fois-ci, c'est dans les contreforts du Djebel Amour et non à l'étranger !

M. K.

(1) Le JORADP aura le 6 juillet prochain un demi-siècle

2007

LA SALUTAIRE RÉPONSE DU CORPS ÉLECTORAL

Contre fraude massive, abstention massive

Une alliance présidentielle conservant la majorité avec seulement 13% de voix, un FLN arrivé en tête avec seulement 8% des voix mais disposant de la coquette gerbe de 136 députés à l'APN loin devant le RND et près de 80% de citoyens (65% d'abstentionnistes et près de 15% de bulletins nuls) qui ont refusé d'offrir leurs voix aux «bourreurs d'urnes» et aux fossoyeurs de P-V, tels sont les résultats de la dernière élection législative, que tous les acteurs politiques ont analysée comme un scrutin ayant délivré un grave message à dimension historique sur le processus électoral en Algérie pour qui veut le décoder.

Le seul qui y a vu une «preuve de maturité du peuple algérien et de son attachement au processus démocratique» est l'inénarrable Zerhouni, ministre chargé de l'organisation du scrutin. Pour tous les autres, à l'instar du chroniqueur du *Quotidien d'Oran* Kamel Daoud⁽¹⁾, l'inquiétude est grande, angoissante même : «Des millions d'Algériens assis dans un endroit hors champ, hors couverture, sourds, muets et non convertibles aux enthousiasmes. Le problème est qu'ils n'ont ni parti, ni acte, ni geste, ni poids, ni avenir.» Passé le constat momentanément amer, le même Kamel Daoud conclut sur la signification profonde des résultats de l'impasse politique historique majeure que donnent à lire les résultats de l'élection législative de mai 2007 : «L'avenir sera donc fait de ce qui a fait l'actualité des émeutes (...) : une majorité sans issue face à une minorité sans interlocuteurs.

C'est-à-dire un Etat qui n'accouche que de lui-même, même lorsqu'on le croise avec la démocratie et un peuple qui ne reproduit que des chiffres, même lorsqu'il refuse de voter... Faut-il se réjouir d'un système de plus en plus mal élu ? Oui. Un peu. Cela ouvre l'espoir d'un changement par l'isolement. Faut-il se réjouir du spectacle d'un peuple qui ne vote pas ? Non.

Un peu. Cela n'annonce pas des jours meilleurs. Cela prouve qu'on peut dépeupler un pays, sans déplacer les populations.» Le mot est lâché : trop de fraude conduit à trop d'abstention et trop de fraude et d'abstention conduisent à désertifier le pays.

M. K.

(1) Kamel Daoud, Chronique Raina Raikoum, *Le Quotidien d'Oran*, 19 mai 2007.

2012

LÉGISLATIVES

La fin annoncée de la fraude électorale ?

En reconnaissant officiellement et publiquement à l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire 2012 que «l'Algérie avait eu par le passé des élections à la Naegelen», le premier magistrat du pays semble avoir pris la pleine mesure du danger moral, éthique, historique et politique pour l'Algérie de continuer à produire et surtout à exhiber ostentatoirement et publiquement des chiffres aussi hideux que ceux que nous avons mis en évidence dans le présent dossier.

Nos voisins marocains et tunisiens avec lesquels nous partageons la presqu'île du Maghreb et qui ont assidument fréquenté comme nous les nombreuses écoles «Naegelen» érigées au lendemain de nos indépendances respectives viennent de prendre les chemins de la rédemption historique en passant la certification ISO en matière d'organisations d'élections hon-

nêtes, même si elles ne sont pas encore tout à fait propres. L'Algérie est attendue par tous au tournant d'histoire de son demi-siècle d'indépendance. Les injonctions de l'histoire sont de plus en plus lourdes et pressantes. Saura-t-elle négocier ce vertical virage historique ? Elle en a les moyens. La mémoire aussi.

Les exemples à suivre sont légion, heureusement. En quittant le perchoir de l'Assemblée nationale à l'issue d'une spectaculaire et inattendue démission, le président Ferhat Abbas écrivait au lendemain de l'indépendance dans sa lettre de démission le testament suivant : «Je refuse à l'avenir de siéger dans une Assemblée désignée par le gouvernement et je n'y reviendrai que si le peuple a le droit de choisir ses députés...» Cinquante ans après, aucun député n'a encore le courage de faire un geste aussi auguste, citoyen tout simplement réellement respectueux de la légende

de son peuple. Ils savent pourtant tous lever la main pour approuver massivement et un sourire au coin des lèvres pour s'exhiber face à la caméra de «l'Unique» tout ce qui leur tombe du ciel... Le peuple algérien, ou ce qui en reste après la prochaine révision exceptionnelle des listes électorales, choisira-t-il vraiment ses députés en mai prochain en toute liberté ? Pour la première fois peut-être depuis l'indépendance, la réponse à cette question est prématurée.

Et même s'il le fait, ce sera pour probablement «voter silencieusement» dans le secret de son urne intime, puisque «celle qui lui sera exhibée cette année à la sortie de l'isoloir sera réellement transparente...»

Après l'ère des urnes opaques aux résultats transparents connus à l'avance, serions-nous passés aux urnes transparentes aux résultats opaques ! Réponse au début du printemps.

R. N.

Les politiques et la fraude



«... Nous n'avons pas besoin de faire campagne, nous remporterons le match.»
Abdelaziz Belkhadem
(campagne électorale législatives mai 2007)



«Si fraude il y a, ce sera la faute des partis.»
Zerhouni,
16 mai 2007



«Le bourrage des urnes est la source de tous les maux qui rongent le pays.»
D^r Saïd Sadi, 16 mai 2007



«La fraude est une constante dans la culture politique algérienne depuis l'indépendance.»
Abdelaziz Rahabi, ancien ministre, *Liberté* 8 avril 2004

Photos : Samir Sid

Les journalistes et la fraude



«Ce chiffre magique de 83,49% qui est la marque de fabrique de la fraude.»
Boubekour Hamidechi, *le Matin*, 11 avril 2004.



«On ne le répètera jamais assez : toute construction démocratique passe techniquement par l'initiation concomitante et nécessaire d'un processus électoral régulier et transparent.»
Ammar Belhimeur, *le Soir d'Algérie*, 8 mars 2005.

Photos : DR